

Secrétariat général  
Direction de la coordination  
des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/CN

**Arrêté préfectoral modifiant l'annexe de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2025  
prescrivant l'occupation des sols pour l'exécution des travaux réalisés par l'ADEME  
sur la commune de LE QUESNOY**

Le préfet du Nord  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi du 29 décembre 1892 modifiée relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-6 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2025 prescrivant l'exécution de travaux d'office sur et à proximité de l'ancien site COFRADEC et confiant la maîtrise d'ouvrage desdits travaux à l'agence de la transition écologique (ADEME) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2025 prescrivant l'occupation des sols pour l'exécution des travaux réalisés par l'ADEME sur la commune de LE QUESNOY ;

Vu le rapport du 12 janvier 2026 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis au propriétaire par courrier du 23 janvier 2026, réceptionné le 27 janvier 2026 ;

Vu l'absence d'observation du propriétaire ;

Considérant ce qui suit :

1. la nécessité d'accéder au site et à ses environs pour effectuer les travaux prescrits ;
2. la parcelle AE 58 correspond à l'emplacement de l'ancienne installation UNEAL et que ce lieu est éloigné du lieu suspecté d'être à l'origine de la pollution aux solvants chlorés. Il est dès lors inutile que cette parcelle reste intégrée à la liste des parcelles annexées à l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2025 prescrivant l'occupation des sols pour l'exécution des travaux réalisés par l'ADEME sur la commune de LE QUESNOY ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> – Objet

La parcelle AE 58 (ex AE 187) est supprimée de la liste des parcelles annexée à l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2025 prescrivant l'occupation des sols pour l'exécution des travaux réalisés par l'ADEME sur la commune de LE QUESNOY.

### Article 2 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DÉFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Le tribunal administratif de LILLE peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 3 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et la sous-préfète d'AVESNES-SUR-HELPE, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au propriétaire de la parcelle AE 58 et à tous les propriétaires de parcelles qui doivent être occupées et dont copie sera adressée aux :

- maire de LE QUESNOY ;
- directeur régional de l'agence de la transition écologique (ADEME) ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de LE QUESNOY et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2026>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **09 FEV. 2026**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

